

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières & Déchets  
127 quai Cavaignac  
46000 Cahors

Cahors, le 08/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SYDED DU LOT**

Les Matalines  
46150 Catus

Références : FT/ S-2025-0240  
Code AIOT : 0006809687

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement SYDED DU LOT implanté Combes de Faxilières Parcelles n° 65-66-68-79-80-209-242 46090 Le Montat. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection se déroule dans le cadre du Plan Pluriannuel de contrôle des ICPE qui fixe une périodicité de visite de 7 ans pour ce site. La dernière visite date du 12 mars 2021. L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYDED DU LOT

- Combes de Faxilières Parcelles n° 65-66-68-79-80-209-242 46090 Le Montat
- Code AIOT : 0006809687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Le MONTAT, est en activité au lieu-dit "Combes de Faxilières" sur la commune du Montat (46090) depuis 2013. Le SYDED DU LOT est autorisé à exploiter au bénéfice des droits acquis l'installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de déchets sous l'arrêté préfectoral actant l'antériorité n° E-2013-160 du 29 avril 2013. Elle bénéficiait auparavant d'un récépissé de déclaration en date du 22 mars 2012.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                                                                                    | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Localisation des risques.                                                                                                            | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 4  | Etat des stocks de produits dangereux.  Etiquetage. | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 11 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 7  | Systèmes de détection et d'extinction automatiques                                                                                   | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 8  | Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.                                                                                       | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 21 | Plan de défense contre l'incendie.                                                                                                   | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5  | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 22 | Maitrise des sinistres.                                                                                                              | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6  | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                     | Autre information |
|----|-----------------------|---------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Envol des poussières. | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 6 | Sans objet        |
| 2  | Surveillance de       | Arrêté Ministériel du 26/03/2012,           | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                           | Référence réglementaire                             | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|-------------------|
|    | l'installation.                                             | article 8                                           |                   |
| 5  | Cloûture de l'installation.                                 | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15        | Sans objet        |
| 6  | Installations électriques.                                  | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19        | Sans objet        |
| 9  | Plans des locaux et schéma des réseaux.                     | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22        | Sans objet        |
| 10 | Consignes d'exploitation.                                   | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24        | Sans objet        |
| 11 | Vérification périodique et maintenance des équipements.     | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25        | Sans objet        |
| 12 | Formation.                                                  | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26        | Sans objet        |
| 13 | Prévention des chutes et collisions.                        | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27        | Sans objet        |
| 14 | Prévention des chutes et collisions.                        | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > I.   | Sans objet        |
| 15 | Stockage rétention.                                         | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > II.  | Sans objet        |
| 16 | Stockage Sol étanche.                                       | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > III. | Sans objet        |
| 17 | Rétention eaux polluées Incendie.                           | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > IV.  | Sans objet        |
| 18 | Collecte des eaux pluviales.                                | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32        | Sans objet        |
| 19 | Valeurs limites de rejet.                                   | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35        | Sans objet        |
| 20 | Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.        | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41 > IV.  | Sans objet        |
| 23 | Tri des déchets d'équipements électriques et électroniques. | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11        | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé le 19 juin 2025 de l'Installation de déchetterie exploitée par le SYDED du LOT permet de formuler quelques écarts par rapport à la réglementation, sans cependant constater de non conformités majeures.

L'exploitant doit mettre à jour les plans du site, rédiger des consignes de maintenance et réaliser des exercices incendie régulièrement. Par ailleurs, l'exploitant utilise le bassin de rétention comme moyen de lutte contre l'incendie, ce qui ne lui permet pas de garantir une opérationnalité du système ni la disponibilité des moyens nécessaires.

Les constats effectués sont détaillés par thème dans les points de contrôle du présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Envol des poussières.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Empoussièrement, propreté.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour empêcher les envols de poussières et les dépôts de matières diverses : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li><li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>Le jour de la visite il n'est pas constaté de dégradation environnementale liée à l'envol de déchets ou de poussières. Le site apparaît convenablement nettoyé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

### N° 2 : Surveillance de l'installation.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Personnel nommé désigné.                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne <b>nommément désignée par l'exploitant</b> et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant détaille le fonctionnement de la Déchetterie avec le roulement d'agents d'accueil sur 3 personnels dont deux en permanence sur site. Par sondage l'Inspection demande à l'agent présent sa connaissance du fonctionnement du site ainsi que des éventuels dangers et consignes                  |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>associées. L'opérateur développe le déroulé des actions à mener en cas de situations d'urgence (Incident/Accident) avec le synoptique associé (appel Astreinte, contact services au siège de Catus, puis déclaration d'anomalies sur le logiciel interne).</p> <p>À la demande de l'Inspection, l'exploitant détaille les formations suivies par le personnel accompagnées des attestations de formation (Sécurité, PRAP, connaissance Déchets, ADR, EcoDDS).</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 3 : Localisation des risques.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des Risques.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation <b>la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</b> L'exploitant dispose d'un <b>plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</b></p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le plan de la Déchetterie en date de Décembre 2017. Le plan affiché en interne est en date de Septembre 2014.</p> <p>Suite à la visite du site, il est constaté des modifications de la disposition des stockages (benne déchets plâtre, bornes ECOSYSTEM (ampoule, LED, néons) dans la zone Nord de réemploi). L'Inspection rappelle l'importance de mettre à jour les plans en fonction de la modification réelle de l'implantation des stockages des déchets sur le site.</p> <p>L'exploitant présente la liste des Fiches de Sécurité (FDS) accessibles sur le réseau interne.</p>                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé la mise à jour du plan du site en fonction de la disposition réelle des points de collecte sur le plateau de la déchetterie. Celui-ci doit être affiché sur les lieux d'informations accessibles au personnel du site. L'Inspection des installations classées (IIC) en demande la transmission dès mise à jour.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 4 : Etat des stocks de produits dangereux.  Etiquetage.**

|                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 11</p> |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre Produits Dangereux</p>            |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un <b>registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</b></p> <p>Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier <b>les fiches de données de sécurité.</b></p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique que lors d'une intervention, les services du SDIS46 considèrent l'ensemble des produits du local comme Déchets Dangereux (DD) sans faire le distinguo des caractéristiques chimiques (corrosif, inflammable, ...).</p> <p>L'Inspection relève l'absence sur le plan général du local des DD des pictogrammes des dangers.</p> <p>Lors de la visite du site, est observé le besoin de renouvellement des étiquetages et pictogrammes de danger des différents DD stockés dans le local..</p>                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre à jour le plan général du local DD comprenant les pictogrammes de danger associés. renouveler l'affichage, et procéder à l'étiquetage des pictogrammes de dangers dans le local DD.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 5 : Clôture de l'installation.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Accès, horaires.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée.</p> <p>Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. <b>Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.</b></p> <p>Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté un accès principal ainsi qu'un second portail d'accès réservé à un usage exceptionnel.</p> <p>Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture, avec les horaires d'ouverture affichées à l'entrée principale de l'installation y compris les modifications des horaires d'été (7H-15H).</p>                                                                                                                          |

|                                       |
|---------------------------------------|
|                                       |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Installations électriques.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification installations électriques.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses <b>installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</b></p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite il est présenté à l'Inspection le rapport de la conformité du comportement au feu du Local DD (en date de 2013), ainsi que le rapport de conformité et de vérification électrique périodique en date du 12/09/2024.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Type de suites proposées : Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

N° 7 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détecteur et systèmes de détection Auto.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><b>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée.</b></p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. <b>Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests</b> dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie</b>, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que sur le site, seuls deux locaux sont concernés par la détection automatique de fumées: le local technique annexé au bureau administratif et le local déchets dangereux.</p> <p>Le site ne bénéficie pas d'extinction automatique ou de RIA, seulement des extincteurs comme moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>Actuellement l'exploitant n'a pas rédigé de consignes de maintenance mais organise à fréquence</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |



annuelle des vérifications et des tests. La dernière vérification est en date du 12/01/2025 lors d'un audit interne QSE mais sans consignes spécifiques dédiées. Est présenté le document interne: vérification des détecteurs de fumées (MAJ du 01/04/2014-E.10) dans le registre sécurité. Une demande d'action corrective au services techniques internes est en cours avec une relance du 13/06/2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé la rédaction des consignes de maintenance relatives aux vérifications de maintenance ainsi que des tests dont les comptes rendus doivent être tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de Lutte Incendie.

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

**A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes** destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h.

**L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;**

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. **L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la**

**maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.**

**Constats :**

L'exploitant présente le rapport de vérification annuelle des extincteurs du 07/11/2024 des 6 matériels présents sur site (y compris celui de l'ISDI voisine).

L'exploitant détaille la présence du bassin de rétention (volume exigé de 275 m<sup>3</sup>) au Sud du site qui est également considéré comme réserve d'eau incendie (volume mini exigé de 120 m<sup>3</sup>). À cet effet il présente une fiche des services du SDIS-46 dénommée "Fiche d'un point d'eau" de dernière reconnaissance opérationnelle du 06/06/2024 et éditée le 16/04/2025. Cette fiche stipule aussi "sans aire d'aspiration aménagée".

L'Inspection questionne l'exploitant sur le fait de réutiliser des eaux susceptibles d'être polluées comme eaux d'extinctions, elles-mêmes potentiellement réutilisées comme réserve d'eau.

Concernant le volume de réserve d'eau effectivement présent sur site, l'exploitant n'est pas en mesure de confirmer ou valider le volume obligatoire, même sur le plan de récolement en date du 19/11/2013.

Lors de la visite du site est constaté la présence de végétaux (roseaux) dans le bassin de rétention et donc possiblement de dépôts de sédiments en fond de bassin, ceci faussant le volume de rétention et de réserve d'eau exigé. L'exploitant est dans l'impossibilité de certifier le volume réellement disponible.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit être en mesure de certifier que lors d'un feu sur le site de la déchetterie, les eaux susceptibles d'être polluées liées à la réserve en eau actuellement présente sur site ne provoquerait pas de dangers sur les intervenants lors de ces incidents/accidents, notamment du fait de la présence potentielle de batteries Li-ion.

L'IIC rappelle l'importance d'avoir une réserve dédiée sur site (par exemple de type bâche) en eau destinée à l'extinction disponible et accessible en toutes circonstances.

L'exploitant doit être en mesure de justifier du volume de rétention (275 m<sup>3</sup>) de son bassin de rétention, après l'action de nettoyage et curage de celui-ci.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Plans des locaux et schéma des réseaux.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de positionnement d'équipements Alerte Incendie.

**Prescription contrôlée :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le plan (MAJ de décembre 2017) le positionnement des équipements d'alerte et de secours sont présents. Sont présentés les plans de récolement de réseaux "sec" électriques et ceux des réseaux humides en date du 24/02/2014.</p>                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 10 : Consignes d'exploitation.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consignes d'exploitation du site.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- les modalités <b>de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte</b>, prévues à l'article 39;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les différents items des affichages obligatoires sont présents. Par sondage le jour de l'inspection est présenté le relevé d'anomalies selon la procédure PS12-P02, considérée effective.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 11 : Vérification périodique et maintenance des équipements.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Vérification périodique et maintenance.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le registre Sécurité avec la dernière vérification technique de Bureau Veritas effectuée le 12/09/2024 avec un écart signalé sur le Coffret BT, une action corrective est en cours avec la VGP du service maintenance du SYDED. Le Directeur environnement en précise la clôture.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 12 : Formation.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan de Formation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction.<br/>Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant effectue une extraction sur le plan de formation d'un Agent d'accueil comportant la phase de formation à la manipulation des extincteurs et d'un certificat attestant les capacités sur la période du 17/12/2024 au 17/12/2027.</p>                                                                                                 |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 13 : Prévention des chutes et collisions.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Circulation piétons.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.</p>                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'est pas structuré par des balisages au sol afin de séparer les flux des véhicules de celui des piétons.<br/>Cependant chaque zone possible de dépôts de déchets possède une aire suffisante pour les retournements et évolutions des véhicules des usagers.<br/>Le flux des camions du SYDED est bien séparé et interdit au public.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 14 : Prévention des chutes et collisions.**

|                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 &gt; I.</p> |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif anti-chutes.</p>                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p>                                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, <b>un dispositif anti-chute adapté</b> est installé tout le long de la zone de déchargement.</p> <p>Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.</p> <p><b>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones.</b> La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service.</p> <p><b>Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</b></p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Sur ce site, le quai de déchargement des déchets est en hauteur et équipé de dispositifs anti-chute adaptés, avec notamment un dispositif de protection anti-chute pour les bennes gravats permettant un meilleur tri à la source. Le site bénéficie de panneau et de barrière suffisants.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 15 : Stockage rétention.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 &gt; II.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etanchéité rétention.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) associé (s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p><b>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement,</b> n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du local DD, il est constaté la conformité des bacs étanches et des capacités de rétention.</p> <p>Les récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Dans le local technique se trouve la cuve à GNR de 800L équipée d'une double peau.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'IIC demande les caractéristiques techniques de la double peau de la cuve à GNR.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 16 : Stockage Sol étanche.**

|                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 &gt; III.</p> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sol étanche.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, <b>de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</b></p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p>                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le sol du local déchets dangereux est étanche, équipé d'un seuil et permet une rétention des eaux de lavage et des matières répandues accidentellement, sachant que les produits y sont stockés dans des bacs (palox plastiques étanches). L'exploitant présente l'attestation du 29/04/2014 du fabricant constructeur DELAHAYE Industries certifiant EN 287-1 le dispositif. De même les produits conditionnés en extérieur dans des fûts ou palox étanches sont stockés sur une dalle béton étanche dont les liquides répandus accidentellement s'écoulent gravitairement vers le bassin de rétention.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 17 : Rétention eaux polluées Incendie.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > IV.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de confinement eaux polluées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées.</p> <p>En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement : Matières en suspension totales 100 mg/ l DBO5 (sur effluent non décanté) 100 mg/ l DCO (sur effluent non décanté) 300 mg/ l Hydrocarbures totaux 10 mg/ l</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, sont récupérées gravitairement sur l'ensemble du site vers le bassin de rétention situé au Sud pour un volume de 275 m<sup>3</sup> minimum. Le dispositif est équipé</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

d'une vanne de sectionnement bien indiquée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 :** Collecte des eaux pluviales.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32

**Thème(s) :** Risques chroniques, Débourbeur-déshuileur.

**Prescription contrôlée :**

Les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées**, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de **traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an**, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection.

En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant présente le BSD-20250522-40XBPG5KR de la vidange du système de traitement avant rejet effectué le 22/05/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 19 :** Valeurs limites de rejet.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyses rejets aqueux milieu naturel.

**Prescription contrôlée :**

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;

- température < 30 °C ; c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : 100 mg/l ;

- DCO : 300 mg/l ;

- DBO5 : 100 mg/l.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.

- indice phénols : 0,3 mg/l ;

- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;

- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;

- AOX : 5 mg/l ;

- arsenic : 0,1 mg/l ;

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- arsenic : 0,1 mg/l ;</li> <li>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;</li> <li>- métaux totaux : 15 mg/l.</li> </ul> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p>                           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection vérifie le jour de l'inspection les résultats de la dernière analyse des rejets vers le milieu naturel du 29/04/2025, rapport n°250429002113701 du 05/05/2025 effectué par PUBLIC Labos à Cahors.</p> <p>Tous les items des prescriptions réglementaires sont conformes.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 20 :** Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41 &gt; IV.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance Bruits émissions sonores</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p><b>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans</b> par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le rapport du 06/04/2024 des mesures effectuées le 5 mars 2024, avec un sonomètre étalonné le 18 septembre 2023, ceux-ci sont conformes. Pareillement l'exploitant présente les mesures et résultats de la campagne du 9 mai 2022. Les résultats sont conformes et à jour.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 21 :** Plan de défense contre l'incendie.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PDI</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses <b>mise à jour sont transmis aux services d'incendie</b> et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p><u>Il comprend au minimum :</u></p> |



- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- **les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées**, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

#### **Constats :**

L'inspection détaille chaque item de l'article et relève quelques points d'amélioration à apporter au système existant :

- une information reste à faire auprès du SDIS46 sur les modalités d'accès en période non ouvrées;
- absence des justificatifs des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement
- les plans de l'installation doivent être mis à jour en intégrant toutes les modifications constatées le jour de la visite d'inspection

L'inspection note par ailleurs :- que l'exploitant ne veut pas inclure ces informations personnelles et nominatives dans le boîtier rouge accessible au SDIS46, considérant que ces informations sont disponibles via l'astreinte (n° disponible);-l'état des matières stockées est considéré vide pour plein, le volume à prendre en compte par le SDIS 46 est donc le maximum autorisé. Celui-ci est accessible grâce à un QR-code dirigeant vers les informations techniques exigées et notamment vers les FDS.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| L'Inspection demande une mise à jour du plan précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 22 : Maitrise des sinistres.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice incendie, Compte rendu.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p><b>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</b></p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p> |
| <b>Constats :</b><br><br><p>L'exploitant informe que le SYDED est ouvert pour des formations du SDIS46, cependant il n'a pas été effectué d'exercice incendie comme défini dans ledit article. L'exploitant précise que des STRESS TEST sont effectués dans le cadre du Système QSE des centres de Tri.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| L'exploitant doit organiser au plus vite un exercice de défense contre l'incendie dans le respect de l'article n°6 et réaliser un compte rendu de celui afin de prendre en compte les actions correctives nécessaires.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 23 : Tri des déchets d'équipements électriques et électroniques.**

|                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tri batteries, stockage Batteries.     |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2710 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p><b>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques</b> lors de leur réception dans l'installation.</p> <p>Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.</p>                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les batteries, piles et petites batteries sont stockées dans des contenants (palox ou fûts acier) étanches et munis de couvercle sur dalle béton. Les petits DEE sont stockés à distance dans des palox étanches, dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant vu la problématique de feu de batteries, la nécessité de rester vigilant sur le tri sélectif des D3E selon qu'ils soient susceptibles de contenir des batteries ou non, et de les stocker dans des conditions sécurisées (contenant métallique par exemple).</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |